

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203257]

2 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu le rapport du 30 juin 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que, lors de la conclusion d'un contrat de formation alternée, l'employeur s'engage à assurer le bénéficiaire contre les accidents de travail ou sur le chemin de travail en concluant une assurance, en fonction du métier concerné;

Considérant que l'Union professionnelle des entreprises d'assurances a informé l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi qu'à défaut de la mention claire dans le contrat de formation alternée, du salaire de la profession, objet de la formation, l'indemnisation par les assureurs s'opérerait sur la base de l'intervention patronale mensuelle octroyée au stagiaire;

Considérant que, dans le cadre de la formation alternée, l'intervention patronale mensuelle s'élève à 350 euros;

Considérant qu'il convient, dès lors, d'adapter à ce niveau, le modèle de contrat de formation alternée, repris en annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi et la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 établissant le modèle de contrat de formation alternée, tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2. La Ministre de l'Emploi et la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

ANNEXE

N° de contrat :

CONTRAT DE FORMATION ALTERNEE

Entre :
 ayant son siège social à :
 et une unité d'établissement en région wallonne de langue française,
 n° B.C.E. :
 n° d'agrément pour la formation alternée :
 valablement représenté par :
 en qualité de :
 n° registre national :
 ci-après dénommé l'employeur,
 et

 domicilié(e) à :
 inscrit comme demandeur d'emploi
 n° registre national :

ci-après dénommé le bénéficiaire,

et

.....
 ayant son siège à :

n° B.C.E. :

valablement représenté par :

en qualité de :

ci-après dénommé l'opérateur de formation,

et

l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

valablement représenté par Mme Marie-Kristine Vanboeckstal, administratrice générale,

ci-après dénommé le FOREm,

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent contrat a pour objet de permettre au bénéficiaire de suivre une formation alternée pour le métier de Il constitue un contrat *sui generis*.

Article 2

SOIT non consécutif à un contrat de stage de transition :

Le présent contrat de formation alternée est conclu pour la période de mois, allant du au
 Il est assorti d'une période d'essai de quatorze jours.

SOIT consécutif à un contrat de stage de transition :

Le présent contrat de formation alternée est conclu pour la période de mois, allant du au
 Il est consécutif au contrat de stage de transition conclu le Les deux contrats sont articulés dans un plan de formation unique.

Article 3

Les prestations du bénéficiaire sont fixées à heures par semaine, correspondant à un temps plein selon le régime en vigueur chez l'employeur.

Elles s'effectuent à concurrence de % de la formation auprès de l'employeur et de % de la formation auprès de l'opérateur de formation, conformément au référentiel de formation du métier.

Article 4

Le plan de formation, tel que visé à l'article 10, alinéa 3, du décret cité ci-après, incluant notamment les modalités d'évaluation des compétences acquises et approuvé par les parties contractantes, se trouve en annexe 1 du présent contrat et en fait partie intégrante.

Le plan de formation mentionne les lieux d'activités auprès de l'employeur et en centre de formation, les dispenses éventuelles et les noms du tuteur désigné par l'employeur et de l'accompagnateur-formateur désigné par l'opérateur de formation.

Article 5

Le bénéficiaire, l'employeur et l'opérateur de formation s'engagent à respecter leurs obligations, prévues aux articles 11, 12 et 15 du même décret et annexées au présent contrat (annexe 2).

L'employeur s'engage notamment à une intervention financière mensuelle de euros, tant pour les activités en centre qu'auprès de l'employeur.

Pendant toute la durée de la formation alternée, l'employeur assure également le bénéficiaire contre les accidents du travail et sur le chemin du travail. La victime est indemnisée sur base de la rémunération de la profession pour laquelle elle est formée, déduction faite des cotisations de sécurité sociale. Le salaire brut normal de la profession apprise s'élève, selon l'employeur, à euros par suivant la C.P. n° en vigueur dans l'entreprise. Le contrat d'assurance garantit au bénéficiaire les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assurance par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. A cet effet, l'employeur apporte la preuve que la police de droit commun n° a été contractée auprès de la société.

L'employeur reconnaît ne pas avoir réduit le volume de son personnel dans l'année précédant le contrat de formation alternée, dans le but d'engager un bénéficiaire en formation alternée.

Les parties contractantes traitent uniquement les données nécessaires à l'exécution du présent contrat dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée et du même décret

Article 6

Le présent contrat peut être suspendu ou prendre fin dans les conditions prévues aux articles 18 et 19 du même décret ou lorsque le bénéficiaire ne remplit plus les conditions mentionnées à l'article 20 alinéa 1^{er} du même décret. Ces dispositions sont reprises dans l'annexe 2 du présent contrat.

Article 7

Le présent contrat est régi par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, dont les parties déclarent avoir pris connaissance.

Ainsi établi à le en quatre exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire ainsi que les annexes.

Pour l'employeur,

Le bénéficiaire,

Pour l'opérateur de formation,

Pour le FOREm,

ANNEXE 1^{re}

N° de contrat :

PLAN DE FORMATION ALTERNEE
pour le métier de

Identification bénéficiaire (nom et prénom) :

Employeur (raison sociale) :

Tuteur (nom et prénom) :

Opérateur de formation :

Accompagnateur-formateur (nom et prénom) :

Lieux d'activité auprès de l'employeur :

Auprès de l'opérateur de formation :

Parcours de formation La planification de la formation alternée auprès de l'opérateur de formation et auprès de l'employeur est établie par l'accompagnateur-formateur dans le respect du pourcentage général défini à l'article 3 du contrat de formation alternée et sur base du référentiel de formation. Elle est communiquée au bénéficiaire et à l'employeur.

Compétences à acquérir

Elles sont définies sur base du référentiel de formation de l'opérateur de formation, communiqué à l'employeur.

	Auprès de l'employeur (*)	Auprès de l'opérateur (*)
Compétence A		
Compétence B		
Compétence C		
Compétence D		
Compétence E		
Compétence ...		

(*) cocher si l'apprentissage de la compétence aura lieu auprès de l'employeur, de l'opérateur ou des deux

Dispenses éventuelles sur base de compétences déjà acquises

Il s'agit d'une expérience utile préalable, d'un parcours scolaire ou formatif préalable.

Ces dispenses sont définies par rapport au référentiel de formation de l'opérateur de formation.

	Justification
Compétence ...	
Compétence ...	
Compétence ...	

Modalités d'évaluations certificatives des compétences acquises en formation alternée Les épreuves certificatives, basées sur des situations professionnelles reconstituées, sont fixées comme suit :

Intitulé

Etabli en trois exemplaires à le

Le bénéficiaire

Pour l'employeur

Pour l'opérateur de formation

ANNEXE 2

Engagements des parties, dispositions relatives à la fin de contrat, protection de la vie privée

L'employeur s'engage à :

- accueillir le bénéficiaire et veiller à son intégration dans le milieu professionnel;
- désigner parmi son personnel un tuteur chargé du suivi, de la formation et de l'accompagnement du bénéficiaire pendant sa présence auprès de l'employeur;
- confier uniquement au bénéficiaire des tâches en adéquation avec le contrat de formation alternée et en lien avec le plan de formation et le préparer à l'apprentissage d'un métier, notamment en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, l'outillage en tenant compte de son usure normale, les équipements de protection individuelle et les matières nécessaires à l'apprentissage du métier et à sa formation;
- collaborer avec le FOREm et l'opérateur de formation, par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur, pendant l'exécution du contrat de formation alternée;
- faire une déclaration DIMONA à l'Office national de la Sécurité sociale, lorsque l'employeur est soumis à cette obligation;
- assurer le bénéficiaire durant toute l'exécution du contrat contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurances agréée ou auprès d'une caisse d'assurances agréée une police d'assurance en fonction du métier concerné, qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis en charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;
- conclure un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, couvrant les dommages causés par le bénéficiaire à des tiers à l'employeur;
- respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'employeur, en ce compris la prise en charge des examens médicaux préalables, ainsi que toute modification ultérieure;
- libérer le bénéficiaire afin qu'il puisse suivre la formation auprès de l'opérateur de formation, aux moments et selon les horaires convenus;
- payer au bénéficiaire l'intervention financière mensuelle de 350 euros pour l'ensemble de ses prestations, tant en centre de formation qu'auprès de l'employeur;
- rembourser, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement du bénéficiaire liés à la mise en œuvre de la formation alternée, tant pour les déplacements vers l'employeur que vers le centre de formation ou tout lieu prévu pour le contrat de formation alternée, selon les dispositions applicables à l'employeur au regard de la convention sectorielle à laquelle il est soumis ou, s'il échet, de la convention collective de travail ^{19octies};
- informer le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, sur l'issue de la formation alternée en termes d'engagement ou non du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à :

- être présent auprès de l'employeur conformément aux modalités prévues dans le contrat de formation alternée et mettre tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci;
- agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur;
- suivre la formation auprès de l'opérateur de formation, conformément aux conditions générales fixées par celui-ci, telle qu'elle a été définie dans son plan de formation et participer aux évaluations formatives et certificatives;
- compléter les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à l'opérateur;
- communiquer les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles;
- prévenir l'employeur, le FOREm dans sa compétence en matière d'emploi, et l'opérateur de formation de toute difficulté liée à l'exécution du contrat de formation alternée;
- accepter les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'employeur prévus dans le plan de formation;
- s'abstenir de tout ce qui peut nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;
- s'abstenir, tant au cours du contrat de formation alternée qu'après la cessation de celle-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il a eu connaissance en raison de sa présence auprès de l'employeur;
- restituer en bon état à l'employeur les instruments de travail, les matières premières restées sans emploi et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

L'opérateur de formation s'engage à :

- dispenser la formation de manière à répondre au plan de formation du bénéficiaire;
- apporter à l'employeur une assistance dans la mise en œuvre du plan de formation;
- assurer le suivi administratif et pédagogique de la formation alternée, en veillant au suivi des bénéficiaires par un accompagnateur-formateur;
- assurer une collaboration efficace entre le bénéficiaire, l'employeur, le tuteur et l'opérateur de formation et est, au besoin, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées entre l'employeur et le bénéficiaire, accompagné, au besoin, de son représentant;
- informer le bénéficiaire sur les conditions des évaluations certificatives;
- mettre à la disposition, le cas échéant, les services de gestion des plaintes des opérateurs, à destination de l'employeur ou du bénéficiaire, accompagné, au besoin, de leur représentant;
- gérer, au besoin, les abandons en cours de formation;

Conditions de maintien du contrat, liées au statut du bénéficiaire :

- le bénéficiaire, durant l'exécution du contrat de formation alternée, reste inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé
- il continue de recevoir des allocations de chômage, des allocations de stage, des allocations d'insertion, ou du revenu d'intégration sociale.

Conditions de suspension et de fin de contrat avant terme :

Le contrat de formation alternée est suspendu moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, dans les conditions et formalités des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail pour les ouvriers et pour les employés et en vertu des règles fédérales applicables pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, le contrat est suspendu, moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, pour une durée fixée afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent décret. Lorsque le non-respect de l'obligation est imputable à l'employeur, le bénéficiaire a droit à l'intervention financière calculée sur une période de sept jours calendrier.

Tout cas de suspension de contrat est communiqué immédiatement aux autres parties au contrat. Lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation alternée peut prendre fin à la demande de l'une des parties contractantes.

Le contrat de formation alternée prend fin pour les motifs suivants :

- au terme de la durée fixée dans le contrat de formation alternée;
- par cas de force majeure lorsque celui-ci rend définitivement impossible l'exécution du contrat;
- en cas de décès du bénéficiaire, de l'employeur ou du tuteur;
- de commun accord entre les parties, moyennant consultation préalable de l'accompagnateur-formateur;
- par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, en période d'essai, moyennant un préavis de sept jours calendrier et en dehors de la période d'essai, et hors les cas visés au 8° et 9°, moyennant un préavis de quatorze jours calendrier. Le préavis prend effet le lendemain de la notification écrite du préavis. Les parties peuvent également convenir de mettre fin au contrat sans préavis;
- lorsque l'agrément de l'employeur est retiré;
- en cas de cessation d'activités ou de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'employeur, à moins que le contrat de formation alternée ne soit repris dans les mêmes conditions par le nouvel employeur, si celui-ci est également agréé pour la formation alternée et moyennant accord du bénéficiaire;
- en cas de manquement grave de la part du bénéficiaire ou de l'employeur; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef du bénéficiaire, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application;
- lorsque des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée et lorsqu'il ne semble pas judicieux de la poursuivre; les motifs de la résiliation doivent être notifiés à l'autre partie, par écrit et de façon circonstanciée endéans les trois jours après la résiliation du contrat, et ce à peine de nullité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juillet 2015 remplaçant l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant.

Namur, le 2 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203257]

2 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, de artikelen 9 en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het rapport van 30 juni 2015, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat de werkgever zich bij het sluiten van een contract voor alternerende opleidingen ertoe verbindt de gerechtigde te verzekeren tegen arbeidsongevallen of tegen ongevallen op de weg naar het werk en terug door een verzekering af te sluiten in functie van het betrokken beroep;

Overwegende dat de beroepsvereniging van verzekeringsondernemingen de Waalse dienst voor arbeidsbemiddeling en tewerkstelling gemeld heeft dat de vergoeding door de verzekeraars bij gebreke van duidelijke vermelding van het loon van het beroep waarvoor de opleiding verstrekt wordt, in het contract voor een alternerende opleiding, op grond van de maandelijkse werkgeversbijdrage toegekend aan de stagiair zou geschieden;

Overwegende dat de maandelijkse werkgeversbijdrage in het kader van de alternerende opleiding 350 euro bedraagt;

Overwegende dat het type-contract voor een alternerende opleiding, opgenomen als bijlage bij het besluit van 20 maart 2014 tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, op dat vlak aangepast dient te worden;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien wordt de bijlage vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE

Nr. van de overeenkomst :

OVEREENKOMST INZAKE ALTERNERENDE OPLEIDING

Tussen :

maatschappelijke zetel :

en een inrichtingseenheid in het Waalse Gewest met Frans als omgangstaal,

K.B.O.-nummer

erkenningsnr. voor de alternerende opleiding :

geldig vertegenwoordigd door

als

rijksregisternummer :

hierna de "Werkgever" genoemd

en

woonachtig te

ingeschreven als werkzoekende

rijksregisternummer :

hierna de "begunstigde" genoemd,

en

.....

maatschappelijke zetel :

K.B.O.-nummer

geldig vertegenwoordigd door

als

hierna de "opleidingsoperator" genoemd,

en

de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)

geldig vertegenwoordigd door Mevr. Marie-Kristine Vanbockestal, administratrice-generaal

hierna de "FOREm" genoemd

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Met deze overeenkomst kan de begunstigde een alternerende opleiding volgen voor het beroep

.....

Ze wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst.

Artikel 2

HETZIJ niet als gevolg van een instapstageovereenkomst :

Deze overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten voor een periode van maand(en), tussen en Ze voorziet in een proefperiode van veertien dagen.

HETZIJ als gevolg van een instapstageovereenkomst:

Deze overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten voor een periode van maand(en), tussen en Deze overeenkomst vloeit voort uit de instapstageovereenkomst gesloten op Beide overeenkomsten worden in één opleidingsplan opgenomen.

Artikel 3

De verstrekkingen van de begunstigde worden vastgesteld op uur per week die overeenstemmen met een voltijdse betrekking overeenkomstig de vigerende regeling bij de werkgever.

Ze worden ten belope van % van de opleiding bij de werkgever gevolgd en ten belope van % van de opleiding bij de opleidingsoperator, overeenkomstig het opleidingsreferentieel van het beroep.

Artikel 4

Het opleidingsplan zoals bedoeld in artikel 10, derde lid, van het hierna genoemde decreet met inbegrip van met name de modaliteiten voor de evaluatie van de verworven vaardigheden en goedgekeurd door de contracterende partijen, is opgenomen in bijlage 1 bij deze overeenkomst en maakt er volledig deel van uit.

Het opleidingsplan vermeldt de plaatsen van de activiteiten bij de werkgever en in het opleidingscentrum, de eventuele vrijstellingen en de namen van de voogd aangewezen door de werkgever en van de begeleider-opleider aangewezen door de opleidingsoperator.

Artikel 5

De begunstigde, de werkgever en de opleidingsoperator verbinden zich ertoe hun verplichtingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 15 van hetzelfde decreet en gevoegd bij deze overeenkomst (bijlage 2) na te leven.

De werkgever verbindt zich o.a. tot een maandelijkse financiële tegemoetkoming van euro, zowel voor de activiteiten in een centrum als voor de activiteiten bij de werkgever.

Gedurende de duur van de instapstage, wordt de stagair verzekerd door de werkgever tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk. Het slachtoffer wordt vergoed op grond van de bezoldiging van het beroep waarvoor hij/zij (genoemd slachtoffer) wordt gevormd, na aftrek van de sociale zekerheidsbijdragen. Het normale brutoloon van het aangeleerd beroep bedraagt volgens de werkgever euro per volgens CP nr. geldend bij die onderneming. Het verzekeringscontract waarborgt de begunstigde dezelfde voordelen als die welke ten laste van de verzekering worden gelegd bij de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen. Daartoe moet de werkgever het bewijs leveren dat de polis van gemeen recht nr. is afgesloten bij de maatschappij.

De werkgever bevestigt dat hij zijn personeelsbestand in de loop van het jaar vóór de overeenkomst inzake alternerende opleiding niet verminderd heeft om een begunstigde van de alternerende opleiding in dienst te nemen.

De contracterende partijen behandelen uitsluitend de gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze overeenkomst met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van hetzelfde decreet.

Artikel 6

Deze overeenkomst kan worden opgeschort of eindigen onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 18 en 19 van hetzelfde decreet of wanneer de begunstigde de voorwaarden vermeld in artikel 20, eerste lid, van hetzelfde decreet niet meer vervult. Deze bepalingen zijn opgenomen in bijlage 2 bij deze overeenkomst.

Artikel 7

Deze overeenkomst wordt geregeld bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, waarvan de partijen verklaren kennis te hebben genomen.

Zo opgesteld te op in vier origineel exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar alsook de bijlagen verklaren te hebben ontvangen.

Voor de Werkgever,

De begunstigde,

Voor de opleidingsoperator,

Voor de FOREm,

BIJLAGE 1

Nr. van de overeenkomst :

ALTERNEREND OPLEIDINGSPLAN
voor het beroep

Identificatie begunstigde (naam en voornaam) :

Werkgever (handelsnaam) :

Voogd (naam en voornaam) :

Opleidingsverstrekker :

Begeleider-opleider (naam en voornaam) :

Plaatsen van de activiteiten bij de werkgever :

Bij de opleidingsverstrekker :

Opleidingstraject

De planning van de alternerende opleiding bij de opleidingsverstrekker en bij de werkgever wordt opgemaakt door de begeleider-opleider met inachtneming van het algemeen percentage bepaald in artikel 3 van de overeenkomst inzake alternerende opleiding en op basis van het opleidingsreferentieel. Hij wordt aan de begunstigde en aan de werkgever meegedeeld.

Aan te werven vaardigheden

Ze worden bepaald op basis van het opleidingsreferentieel van de opleidingsoperator, meegedeeld aan de werkgever.

	Bij de werkgever (*)	Bij de operator (*)
Vaardigheid A		
Vaardigheid B		
Vaardigheid C		
Vaardigheid D		
Vaardigheid E		
Vaardigheid ...		

(*) aankruisen of de opleiding zal plaatsvinden bij de werkgever, de operator of beiden.

Eventuele vrijstellingen op basis van de reeds verworven vaardigheden.

Het gaat om een voorafgaande nuttige ervaring, een voorafgaande school- of opleidingstraject.

Deze vrijstellingen worden bepaald t.o.v. het opleidingsreferentieel van de opleidingsoperator.

	Rechtvaardiging
Vaardigheid ...	
Vaardigheid ...	
Vaardigheid ...	

Modaliteiten van de certificatieve evaluaties van de vaardigheden die tijdens de alternerende opleiding aangeworven werden.

De certificatieve proeven, gebaseerd op gereconstrueerde beroepssituaties, worden vastgelegd als volgt :

Opschrift

Opgesteld in drie exemplaren op

De begunstigde,

Voor de werkgever,

Voor de opleidingsoperator,

BIJLAGE 2

**Verbintenissen van de partijen,
bepalingen betreffende het einde van de overeenkomst, bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

De werkgever moet :

- de begunstigde opvangen en zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;
- onder zijn personeel een voogd aanwijzen die belast is met de opvolging, de opleiding en de begeleiding van de begunstigde tijdens zijn aanwezigheid bij de werkgever;
- de begunstigde enkel taken in overeenstemming met zijn overeenkomst inzake alternerende opleiding en in verband met zijn opleidingsprogramma toevertrouwen en hem voorbereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, de individuele beschermingsuitrustingen en de stoffen die nodig zijn voor het aanleren van het beroep en voor de opleiding;
- gedurende de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding door bemiddeling van de begeleider-opleider samenwerken met de "FOREm" en de opleidingsoperator;
- een DIMONA-aangifte doen bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid als hij aan die verplichting onderworpen is;
- de begunstigde voor de gezamenlijke termijn van uitvoering van de overeenkomst verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door, naar gelang van het betrokken beroep, een verzekeringspolis te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;
- een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van de schade die door de begunstigde berokkend wordt aan derden en aan de werkgever bij wie hij een opleiding volgt;
- voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de werkgever, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken, alsook aan elke latere wijziging;
- de begunstigde vrijstellen op de ogenblikken en uren zoals overeengekomen om hem aan de opleiding bij de opleidingsoperator te kunnen laten deelnemen;
- de maandelijkse financiële tegemoetkoming van 350 euro aan de begunstigde betalen voor het geheel van zijn verstrekkingen, zowel in het opleidingscentrum als bij de werkgever;
- de reiskosten van de begunstigde i.v.m. de uitvoering van de alternerende opleiding op basis van bewijsstukken terugbetalen, zowel voor de verplaatsingen naar de werkgever als voor die naar het opleidingscentrum of elke plaats voorzien voor de overeenkomst inzake alternerende opleiding, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de werkgever krachtens de sectorale overeenkomst waaraan hij onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19octies;
- de "FOREm", in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, na afloop van de alternerende opleiding laten weten of de begunstigde al dan niet in dienst genomen wordt.

De begunstigde moet :

- bij de werkgever aanwezig zijn volgens de modaliteiten waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet en alles in het werk stellen om de overeenkomst te beëindigen;
- handelen naar de richtlijnen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;
- de opleiding bij de opleidingsoperator volgen overeenkomstig de door hem gestelde algemene voorwaarden en zoals ze omschreven wordt in zijn opleidingsplan, alsook aan de formatieve en certificatieve evaluaties deelnemen;
- de voor elke operateur specifieke administratieve en pedagogische documenten invullen;
- de nodige gegevens en attesten overleggen ter rechtvaardiging van eventuele afwezigheden;
- de werkgever, de "FOREm", in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, en de opleidingsoperator kennis geven van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding;
- bereid zijn om in het kader van de activiteit van de werkgever eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;
- zich onthouden van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;
- zich onthouden, zowel tijdens de overeenkomst inzake alternerende opleiding als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid bij de werkgever;
- de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de werkgever teruggeven.

De opleidingsoperator moet :

- de opleiding geven zodat voldaan wordt aan het opleidingsplan van de begunstigde;
- de werkgever bijstand verlenen bij het opmaken van het opleidingsplan;
- de administratieve en pedagogische monitoring van de alternerende opleiding waarnemen, door ervoor te zorgen dat de begunstigden door een begeleider-opleider gevolgd worden;
- zorgen voor een efficiënte samenwerking tussen de begunstigde, de werkgever, de voogd en de opleidingsoperator en desnoods optreden als bemiddelaar in geval van problemen tussen de werkgever en de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;
- de begunstigde kennis geven van de voorwaarden betreffende de certificatieve evaluaties;
- desgevallend de klachtenbehandelingsdiensten van de operatoren ter beschikking stellen van de werkgever of de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;
- desnoods opgaven in de loop van de opleiding beheren.

Voorwaarden voor het behoud van de overeenkomst i.v.m. het statuut van de begunstigde :

- Tijdens de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding blijft de begunstigde ingeschreven als niet tewerkgestelde werkzoekende.

- Hij behoudt het recht op werkloosheids-, stage- en inschakelingsuitkeringen alsook op het leefloon.

Voorwaarden voor de opschorting en de voortijdige opzegging van de overeenkomst

De overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt met de instemming van de begeleider-opleider opgeschort onder de voorwaarden en volgens de formaliteiten bedoeld in de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de arbeiders en de bedienden en krachtens de federale regels die toepasselijk zijn wat betreft de aspecten i.v.m. de sociale zekerheid.

Als de verplichtingen niet nagekomen worden door één van de partijen, wordt de overeenkomst met de instemming van de begeleider-opleider voor een bepaalde duur opgeschort opdat de overtreder zich naar de bepalingen van dit decreet kan richten. Als de niet-nakoming van de verplichting aan de werkgever toe te schrijven is, heeft de begunstigde recht op een financiële tegemoetkoming die over een periode van zeven kalenderdagen berekend wordt.

Elk opschortingsgeval wordt onmiddellijk meegedeeld aan de andere partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, kan de overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigen op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt :

- na afloop van de duur die erin vastligt;

- in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

- bij overlijden van de begunstigde, de werkgever of de voorgd;

- in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, na voorafgaande adviesverlening door de begeleider-opleider;

- gedurende de proefperiode, door de schriftelijk betekende wil van één van de partijen, mits opzeg van zeven kalenderdagen en buiten de proefperiode, mits opzeg van veertien kalenderdagen, met uitzondering van de gevallen bedoeld onder 8° en 9°. De opzeg gaat in op de dag die volgt op de schriftelijke kennisgeving ervan. De partijen kunnen ook overeenkomen om een einde aan de overeenkomst te maken zonder opzeg;

- als de erkenning van de werkgever ingetrokken wordt;

- in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van werkgeversstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding onder dezelfde voorwaarden overgenomen wordt door de nieuwe werkgever, indien hij ook erkend wordt voor de alternerende opleiding en mits instemming van de begunstigde;

- in geval van ernstige tekortkoming van de begunstigde of de werkgever; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de begunstigde, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

- als ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden en het niet verstandig lijkt om ze voort te zetten; de opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegedeeld worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juli 2015 tot vervanging van de bijlage van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2014 tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien.

Namen, 2 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/203024]

Juridictions du travail. — Nomination

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/203024]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Par arrêté royal du 2 juillet 2015, Madame BLONDEEL Danielle est nommée conseiller social effectif au titre d'employeur à la Cour du travail de Liège en remplacement de Monsieur BAGUETTE Jean-Marie dont elle achèvera le mandat.

Bij koninklijk besluit van 2 juli 2015, is mevrouw BLONDEEL Danielle benoemd tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever bij het Arbeidshof van Luik ter vervanging van de heer BAGUETTE Jean-Marie wiens mandaat zij zal voleindigen.